



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Libye

Question au Gouvernement n° 3096

Texte de la question

LIBYE

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Dufau.

M. Jean-Pierre Dufau. Monsieur le président, ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Depuis le début de la question libyenne, le parti socialiste et ses députés ont réclamé puis soutenu la résolution 1973 de l'ONU, comme ils ont soutenu sa mise en oeuvre pour protéger le peuple libyen.

M. Lionnel Luca. Bravo !

M. Jean-Pierre Dufau. D'importants objectifs ont été atteints : zone d'exclusion aérienne, destruction d'avions, de chars et d'armement lourd, réduisant fortement le potentiel militaire du colonel Kadhafi.

Mais, contrairement à vos affirmations initiales, c'est désormais l'OTAN, dont la France a rejoint le commandement intégré à l'initiative de votre majorité, qui conduira la totalité des opérations militaires. Vous acceptez ce jour ce que vous refusiez hier. Or on craint les réactions négatives des pays arabes et africains non membres de cette alliance.

L'ambiguïté s'installe aussi entre le rôle de l'OTAN et celui d'une instance politique baptisée " groupe de contact " rassemblant trente-cinq pays. Ce groupe de contact aujourd'hui réuni à Londres doit en théorie assumer le pilotage politique de l'opération " Aube de l'Odyssée ". Mais vers quels objectifs ? Quelles seront les propositions de la France pour éviter un imbroglio militaire et pour déboucher sur une issue politique et diplomatique, conforme au mandat de l'ONU ? (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre chargé des affaires européennes.

M. Laurent Wauquiez, *ministre chargé des affaires européennes*. Monsieur le député, je vous prie tout d'abord d'excuser l'absence du ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes, retenu en ce moment même à Londres où se tient précisément une première réunion sur la transition politique en Libye - dossier sur lequel, vous le savez, Alain Juppé n'a pas ménagé ses efforts.

Permettez-moi également de rendre hommage à nos soldats qui, dans des conditions délicates, agissent, vous l'avez rappelé, pour protéger le peuple libyen. Je souhaite que, sur tous les bancs, chacun prenne conscience de ce qui se serait passé si nous n'étions pas intervenus (*Murmures sur les bancs du groupe GDR*), du massacre qui aurait pu avoir lieu à Benghazi, deuxième ville de Libye, si nous n'avions pas réagi à temps.

M. Patrice Martin-Lalande. Très bien !

M. Roland Muzeau. Ce n'est pas la question !

M. Laurent Wauquiez, *ministre*. Je souhaite également que vous preniez conscience du nombre de victimes civiles que nous avons pu éviter en permettant la libération d'autres villes comme Ajdabiya ou Brega.

Souvenons-nous qu'il y a quelques années, nos faiblesses coupables et notre aveuglement avaient abouti au déchaînement de la barbarie à Srebrenica.

M. Jean Glavany. Ce n'est pas la question !

M. Laurent Wauquiez, *ministre*. Nous pouvons tous nous réjouir d'avoir ici réagi à temps.

Vous posez deux questions. La première concerne l'OTAN. Soyons très clairs : l'OTAN sera uniquement chargée de mettre en oeuvre les directives politiques déterminées par la coalition, ni plus ni moins.

Le second point que vous soulevez est celui de la solution militaire. Comme l'ont souligné le Président de la République et le Premier ministre, l'intervention militaire n'est pas une fin en soi. (*Exclamations sur plusieurs*

bancs du groupe GDR.) La seule solution durable est une solution politique. Notre intervention ne poursuit qu'un seul objectif : faire en sorte que le peuple libyen puisse lui-même décider de son avenir. Le processus politique qui s'ouvre appartient aux Libyens et à personne d'autre.

Pour le reste, l'intervention en Libye vise à défendre nos valeurs,...

M. Pierre Gosnat. Vos intérêts plutôt !

M. Laurent Wauquiez, *ministre*. ...une certaine vision des droits de l'homme ; il fallait agir...

M. Jean-Jacques Candelier. Va-t-en guerre !

M. Laurent Wauquiez, *ministre*. ...et notre République peut s'enorgueillir d'avoir réagi à temps.

(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.)

M. Roland Muzeau. Vous avez bonne mine !

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Dufau](#)

Circonscription : Landes (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3096

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 mars 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 30 mars 2011